



Un consensus face à la crise

Une enquête menée
auprès de 60 associations
de logement à travers le
Canada

Chercheur-euses

Nasreen Begum, Olivia Champagne, Stefan
Christoff, Lumina Kitaura, Clément Lechat,
Malcolm McClintock, Dru Oja Jay

Traduction

Clément Lechat



Solidarity Economy Incubation
for Zero Emissions

Introduction

Les revendications sociales, exprimées à travers les politiques publiques, ont joué un rôle crucial dans l'accès massif au logement abordable lors du 20e siècle au Canada.

Les investissements majeurs dans le logement social et les coopératives des années 1960 et 1970 ont en grande partie été portés par des mobilisateurs et mobilisatrices communautaires, qui ont imposé une autre façon de voir le logement. Depuis les années 1990, leurs gains se sont érodés au fur et à mesure que les gouvernements ont « laissé faire le marché ».

L'objectif de ce rapport est de dresser un portrait des organisations qui s'engagent pour un logement véritablement abordable. Il s'agit avant tout d'un portrait destiné aux groupes eux-mêmes, mais nous pensons que leurs alliés, celles et ceux qui les soutiennent et leurs potentiels bailleurs de fonds, le trouveront utile.

Dans le contexte actuel, mêlant dangers et opportunités plus grands que jamais, l'intention de SEIZE avec ce rapport est de créer et soutenir des connexions entre des organisations établies aussi bien en milieux urbains que ruraux.

Bien que des divergences considérables existent, nous observons de clairs points de ralliement. Nous espérons que ce rapport mènera à des liens de solidarité, de coordination et d'apprentissage mutuel plus forts entre des groupes divers, parfois séparés par des milliers de kilomètres.

Méthodologie

SEIZE a conçu un sondage visant à recueillir des informations sur la lutte pour la justice en matière de logement, et sur la manière dont elle peut progresser. Plus de 120 organisations partout au Canada ont été invitées à y participer. Cinquante-neuf d'entre eux, situés en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, y ont répondu.

Nous avons commencé par demander aux personnes répondantes si elles avaient des suggestions d'organisations à ajouter à notre liste de contacts, afin que celle-ci soit la plus complète possible.

Nous leur avons demandé quelles sont les politiques publiques qu'ils défendent, les tactiques de mobilisation qu'ils appuient ou rejettent, les types de collaboration auxquelles ils souhaiteraient prendre part, et ce qui pourrait les aider de manière significative dans leur travail et celui du mouvement en général.

Ces données ont permis de mettre en évidence le contraste entre les besoins de celles et ceux qui luttent pour le droit au logement sur le terrain, et les priorités du gouvernement en matière de financement et de politiques publiques. Le rapport qui suit constitue une synthèse des décisions qui nous ont conduits ici, et de ce que nous devons faire face à une crise qui s'aggrave.

Les raisons d'un front uni

Les organismes répondants sont principalement basés au Québec (31), en Ontario (13) et en Colombie-Britannique (7), reflétant peut-être la gravité de la crise du logement dans ce dernier cas, et la disponibilité du financement pour les organismes communautaires dans le cas du Québec.

Pris dans leur ensemble, ces groupes représentent collectivement plus de 28 000 membres, pour un budget annuel de plus de 9 millions de dollars. De façon notable, le poids des organismes québécois est de 6 millions de dollars. Vingt-trois groupes ont indiqué que leur budget annuel était inférieur à 25 000 dollars, la moitié d'entre eux ayant déclaré dépenser moins de 2 000 dollars par an. Ils sont nombreux à exister depuis longtemps. La moitié des organismes répondants ont été fondés avant l'an 2000, et 11 existent depuis plus de 40 ans.

« La marchandisation du logement existe depuis longtemps, mais elle a pris une ampleur qui était jusqu'alors inimaginable. Le logement est sous la domination des promoteurs et des spéculateurs— une façon absolument parasitaire et irrationnelle de répondre aux besoins en matière de logement.

La situation est devenue complètement incontrôlable. Tous les niveaux de gouvernement, municipal, provincial et fédéral, sont entièrement dominés par cet agenda. À Toronto, on en est arrivé à un point où la soi-disant "gauche" ne cherche plus à contester cet agenda au conseil municipal, mais seulement à en atténuer les effets à des niveaux discutables ».

- John Clarke



Écouter les entretiens complets avec les personnes interrogées sur Free City Radio

solidarityeconomy.ca/housing-2024

Quelques-uns des résultats clés concernant les opinions de ces organisations vis-à-vis des politiques publiques incluent :

- Un consensus des organisations en faveur du logement social financé par les pouvoirs publics
- Une forte majorité soutenant l'action directe pour protéger ou améliorer l'accès au logement. Ce soutien atteint 80 % en faveur des politiques de contrôle des loyers.
- Un quasi-consensus en faveur du financement du logement sans but lucratif et des coopératives
- L'octroi de subventions aux propriétaires privés est la seule mesure suscitant une forte opposition

Les Autochtones en première ligne face à la crise du logement

Les communautés autochtones ont été les premières à vivre la crise du logement au Canada, et l'ont ressentie le plus profondément.

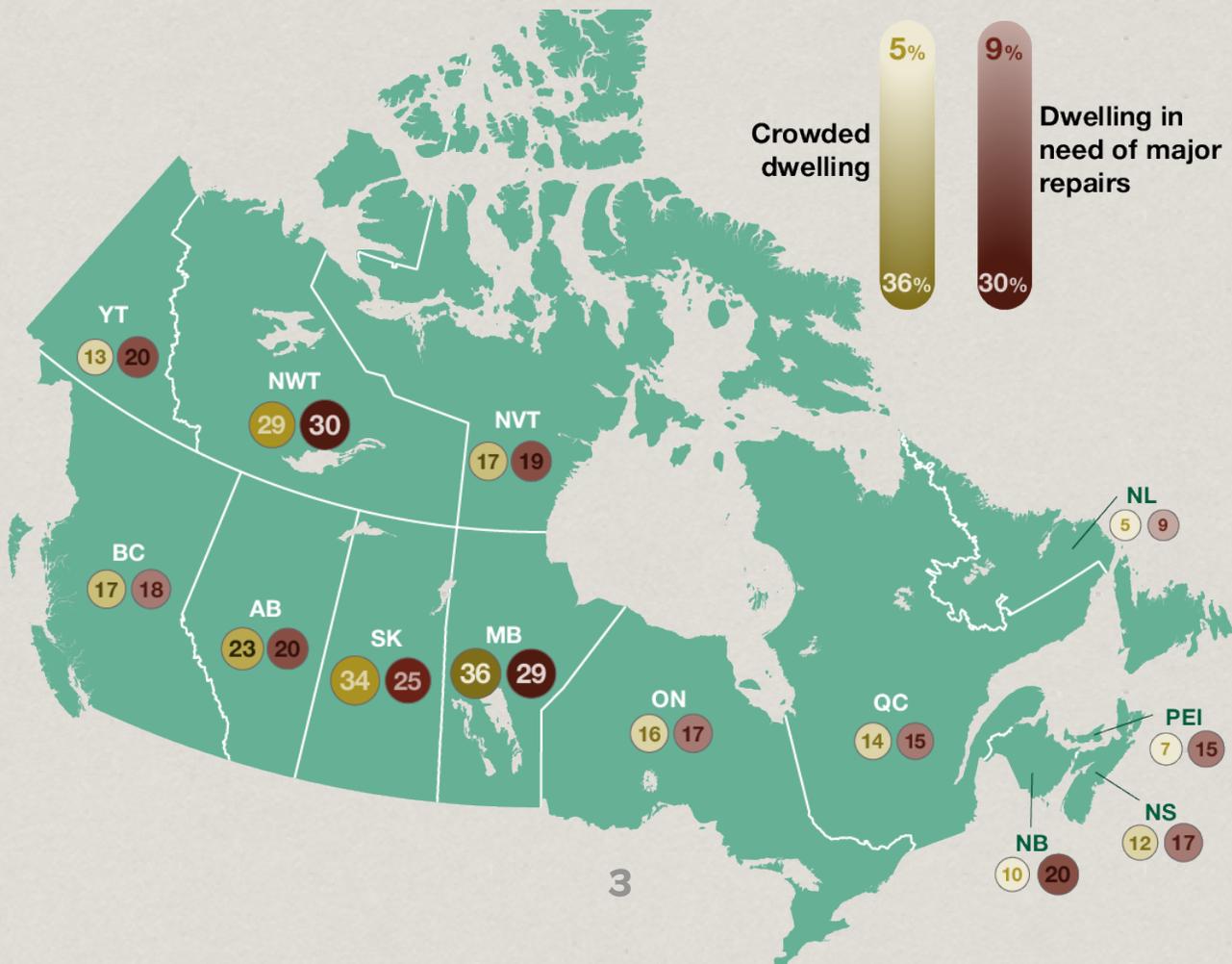
Les industries extractives ont constitué la base de l'économie canadienne, tant en termes réels qu'en termes d'aspirations (comme le montre le rêve de Stephen Harper d'une «[superpuissance énergétique](#)»). Mais les populations dont les terres sont exploitées par ces industries, dans leur ensemble, n'en ont pas bénéficié. Bien au contraire.

Selon le [recensement de 2021](#), une personne autochtone sur six vit dans un logement surpeuplé et inadapté, soit trois fois plus que les Canadiens allochtones. Une grande partie des logements situés dans les réserves sont dans un

état déplorable et nécessitent des réparations importantes ou un remplacement.

Une catégorie que ce modeste sondage n'a pas tenté d'aborder directement est celle des plus de 600 gouvernements des Premières nations, des Métis et des Inuits qui s'engagent indubitablement dans la défense du logement d'une manière ou d'une autre. Néanmoins, toute évaluation du mouvement pour le logement au Canada - si elle ne tient pas compte de la crise du logement disproportionnée dans les communautés autochtones - restera incomplète.

Ces efforts ne partent pas de rien. Parmi les groupes interrogés, 20 ont indiqué qu'ils collaborent actuellement avec des organisations autochtones.



Les origines de la crise du logement

La crise du logement au Canada est alimentée par deux facteurs principaux : le pouvoir d'influence des grands investisseurs privés, qui considèrent le logement comme une marchandise, et un bloc de propriétaires-électeur-ices, qui considèrent leurs propriétés comme des actifs d'investissement, et préfèrent voir les prix du logement augmenter indéfiniment.

Bien que le taux d'accession à la propriété ait baissé au Canada, il reste supérieur à 65 %. De plus, les propriétaires sont beaucoup plus enclins à voter - 17 % de plus [en 2011](#). Il en résulte qu'historiquement, tout parti souhaitant obtenir une majorité doit [s'adresser aux propriétaires](#).

En 1993, le gouvernement fédéral a annulé [toutes les nouvelles dépenses](#) consacrées aux projets de logement. La même année, la première [société d'investissement immobilier cotée](#) (SIIC) est créée. Le ministre libéral des finances, Paul Martin, a [encore réduit](#) le budget du logement lors des années suivantes, le logement devenant un objet d'investissement spéculatif pour lequel les profits éclipsent les besoins humains.

La majorité des Canadien·nes, constituée de propriétaires, est appâtée par l'augmentation du

prix de vente de l'immobilier, et est contrainte, entre autres, par l'affaissement de la valeur de ses rentes, ce qui la rend dépendante aux actifs immobiliers pour sécuriser [sa retraite](#). Ensemble, avec le pouvoir politique du capital-investissement, ils bloquent les voies électorales menant vers la résolution de la crise. Aucun parti cherchant à obtenir une majorité ne peut faire beaucoup plus que des ajustements mineurs face à la crise du logement.

Néanmoins, la situation évolue rapidement.

La proportion de locataires par rapport à la population augmente : 33 % au Canada et jusqu'à 63 % à Montréal. Le nombre de locataires augmente [deux fois plus vite](#) que celui des propriétaires.

Selon [une série de calculs](#), les locataires constituent depuis un certain temps la majorité des électeur-ices éligibles en Colombie-Britannique et en Ontario, même s'il est encore plus difficile de les faire voter. Il n'est donc pas surprenant que certains des groupes les plus actifs et récents parmi les organisations de défense des droits des locataires que nous avons étudiées se trouvent dans ces deux provinces.

Cities with the Highest Percent of Renters (2021)	
City	% Renters
Montréal, QC	63.4%
Vancouver, BC	54.5%
Sherbrooke, QC	50.4%
Québec, QC	48.6%
Toronto, ON	47.9%
Longueuil, QC	47.6%
Trois-Rivières, QC	45.4%
Kingston, ON	44.0%
Halifax, NS	42.5%
London, ON	41.7%

Increase in Renters and Homeowners from 2016 to 2021

Increase in Homeowners +4.6%

Increase in Renters +10.3%

Défendre les locataires pour créer un espace politique

Les manifestations de masse, les événements d'éducation populaire, les actions médiatiques, l'action directe et la mise en place de syndicats de locataires forment une grande partie de l'éventail des tactiques utilisées par les organisations interrogées dans le cadre de leurs campagnes.

Les organisations soutiennent toute une série d'actions, même lorsqu'elles n'y participent pas elles-mêmes. Il s'agit notamment d'interventions artistiques, de soutien aux locataires individuels, de squats et de grèves des loyers. Ces deux dernières actions étaient parmi les plus controversées. Un peu moins de la moitié des organismes répondants ont indiqué qu'ils n'y participeraient pas. Le soutien aux manifestations de rue et aux actions directes, en revanche, fait l'objet d'un quasi-consensus.

Certains groupes interrogés cherchent à construire eux-mêmes des logements sans but lucratif, loin de la ligne de front du marché où les locataires sont frappés de plein fouet par la crise. UTILE, qui a mobilisé des ressources institutionnelles pour construire du logement étudiant sans but lucratif, a indiqué qu'il y a un

besoin urgent « d'accélérer la construction d'un parc de logements sans but lucratif durables et abordables ».

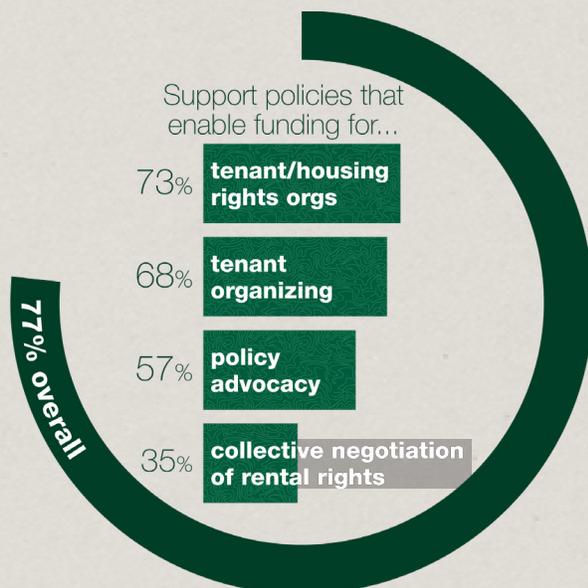
Les droits des locataires en action

Ces dernières années, des locataires mobilisé-es ont lutté contre de fortes augmentations de loyer et des expulsions en menant des grèves des loyers et d'autres actions directes. En 2017, plus de 300 locataires de Parkdale ont cessé de payer pendant 3 mois, forçant leur propriétaire à revenir sur une augmentation massive du loyer. Une nouvelle vague de grèves des loyers a eu lieu à Toronto en 2023 lorsque des centaines de locataires de Thorncliffe Park et York South-Weston, organisé-es en syndicats, ont cessé de payer leur loyer.

Une campagne de Rent Strike Vancouver a vu le jour aux premiers jours du confinement, lors de la pandémie, dans le cadre d'une vague de refus générale de la population d'assumer le coût de la pandémie. Plus récemment, le Vancouver Tenants Union a recruté des milliers de membres et s'est engagé dans de nombreux affrontements contre des propriétaires en défense des locataires.

Les grèves des loyers sont l'expression la plus forte de l'exercice du pouvoir des locataires, mais elles sont loin d'être la seule tactique dont ils et elles disposent. Les syndicats de locataires empêchent les évictions en humiliant les propriétaires par des déploiements de banderoles ou en organisant des soirées pyjama du style « vous ne pourrez pas tous nous arrêter ».

ACORN a fait campagne pour des réformes dans différentes villes et provinces, tout en défendant les locataires, avec quelques succès notables. Parmi les avancées, on peut citer l'adoption d'un règlement anti-éviction à Hamilton, entre autres mesures.



UN CONSENSUS FACE À LA CRISE

Les organismes de défense des locataires du Québec se sont opposés au gouvernement provincial de droite qui cherchait à supprimer des droits durement acquis par les locataires, comme la possibilité de transférer des baux. Les marches hebdomadaires à Montréal et les mobilisations dans toute la province n'ont finalement pas réussi à arrêter le projet de Loi 31, qui a supprimé la possibilité pour les locataires de transférer leurs baux. En revanche, un projet de loi interdisant les évictions jusqu'en 2027 (avec d'importantes exceptions) a été rédigé par l'opposition de gauche, Québec Solidaire, et adopté à l'unanimité.

Les politiques électorales constituent une ligne de démarcation stratégique, et de nombreuses organisations ont choisi de ne pas mettre l'accent sur cette approche, allant même jusqu'à rejeter les campagnes de pression.

« Nous pensons que la meilleure stratégie n'est pas le lobbying auprès du gouvernement ou les campagnes de pression, mais l'action directe ciblant des propriétaires d'immeubles spécifiques où les locataires se mobilisent », a

écrit un membre de SLAM-MATU Montréal en réponse au sondage. C'est là que ce groupe pense pouvoir « obtenir les gains les plus significatifs pour les locataires ».

D'autres sont réticents à s'impliquer dans la politique électorale car cela diminue leur pouvoir de mobilisation.

« Nous nous reconstruisons après avoir dépensé beaucoup d'énergie à organiser et à faire du lobbying au niveau municipal sans grand résultat », a écrit un membre du Vancouver Tenants Union en réponse au sondage. « Beaucoup de nos membres diraient que la leçon à retenir est de ne pas abandonner notre pouvoir, mais plutôt de nous concentrer sur le renforcement de notre propre force et capacité en tant que syndicat de locataires ».

Indépendamment de ce qu'ils pensent des politiques électorales, les mobilisateurs et mobilisatrices dans le domaine du logement ont réussi à faire évoluer le débat sur la crise du logement et à ouvrir de nouvelles perspectives.



Divergences and convergences

En analysant les résultats de l'enquête, nous avons cherché plus qu'un simple consensus. Des différences ont été constatées, mais leur ampleur modeste confirme l'existence d'un consensus plus large. En raison de la répartition des groupes, des différences interprovinciales statistiquement importantes ne peuvent être identifiées qu'en Colombie-Britannique (C.-B.), au Québec et en Ontario. Les groupes interrogés au Québec, par exemple, se sont démarqués en étant les plus susceptibles de mener des projets de développement de logements abordables.

Parmi tous les groupes, le squat est la tactique la moins utilisée (60 % n'y participent pas ou s'y opposent), suivie par la grève des loyers (55 % n'y participent pas ou s'y opposent). C'est en Ontario que l'opposition au squat est la plus faible, avec seulement 23% des groupes interrogés, alors qu'au Québec et en Ontario, l'opposition au squat atteint respectivement 48% et 43%. Plus de la moitié des groupes interrogés au Québec s'opposent ou ne participent pas aux grèves des loyers, tandis qu'en Colombie-Britannique, tous les groupes interrogés soutiennent ou mènent des grèves des loyers eux-mêmes.

C'est en Ontario que le financement de la syndicalisation des locataires a reçu le plus de soutien, avec 67 % d'opinions favorables, contre 29 % en Colombie-Britannique et 37 % au Québec. Paradoxalement, seulement 11 % des groupes en Ontario et 3 % au Québec souhaitent la création de nouveaux syndicats de locataires, ce qui suggère un souhait d'orienter le financement vers les groupes existants.

Les organisations de l'Ontario et de la Colombie-Britannique étaient beaucoup plus disposées à faire du porte-à-porte, 83 % et 71 % d'entre elles respectivement ayant recours à cette forme de campagne. Il s'agit d'une divergence marquée par rapport au Québec, où seulement 21 % des groupes ont déclaré faire du porte-à-porte.

Peut-être en raison du manque d'autres groupes sur lesquels ils pourraient se fier, les groupes de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont été beaucoup plus nombreux à demander les ressources d'une banque de

politiques. (Dans chacune de ces provinces, nous n'avons sondé qu'un seul groupe).

Malgré des différences interprovinciales mineures, il existe un consensus clair à travers le Canada en faveur d'une augmentation du financement gouvernemental pour le logement public et d'un soutien au contrôle des loyers. Aucun des groupes interrogés ne s'est opposé aux transferts de bail ou aux taxes d'infrastructure en tant que mesures politiques. La taxe d'infrastructure consiste à augmenter les taxes sur la valeur des propriétés lorsque des équipements publics tels que les pistes cyclables, les parcs et les centres de transport en commun entraînent une augmentation de la valeur des propriétés.

L'éventail des dates de fondation de ces groupes s'étend de 1969 à 2024, formant une courbe en cloche inversée : moins de groupes existant aujourd'hui ont été créés dans les années 1990. Malgré l'écart constaté à l'époque des coupes sévères imposées par le gouvernement fédéral, les divergences intergénérationnelles ont été minimales. La divergence notable semble concerner les orientations futures du mouvement du logement. Plus précisément, 44 % des groupes fondés avant 1989 souhaitent voir davantage de manifestations et de grandes mobilisations, contre seulement 13 % des groupes fondés après 2020. En outre, seuls 28% des groupes fondés avant 1989 souhaitent un financement accru de l'organisation des locataires, alors que 56% des groupes fondés après 2020 y sont favorables. Les groupes fondés avant 1989 sont les moins susceptibles de soutenir un candidat politique pour défendre leurs revendications, avec seulement 29 % d'entre eux, alors que 67 % des groupes fondés après 2020 soutiennent cette approche.

La probabilité que les groupes de logement collaborent avec les syndicats est négativement corrélée à l'âge de l'organisation. Seuls 9 % des groupes fondés avant 1989 collaborent avec les syndicats, contre 18 % des groupes fondés après 2020. Il s'agit là d'une occasion unique de gagner en puissance et en dynamisme pour le mouvement du logement dans son ensemble.

Leur demande : rompre avec le status quo

Les principaux partis politiques du Canada, y compris le NPD, restent paralysés par leur perception des électeur-ices et la prédominance de l'idée selon laquelle le logement est une marchandise. Les organisations de défense du logement, par leurs liens avec les personnes directement touchées par la crise actuelle, adoptent toutefois une position bien différente. Voici quelques réponses des organismes ayant participé à notre enquête.

« Les fonds publics doivent d'abord servir à garantir le droit au logement en les investissant dans le logement social ».

Front d'action populaire en réaménagement urbain, (FRAPRU)

« Pour que le logement devienne un droit humain pour tous et toutes, nous devrions soutenir les logements démarchandisés tels que les coopératives, les fiducies foncières, les logements publics/sociaux et d'autres modèles qui favorisent la création de logements abordables et dignes dans nos communautés ».

The Vancouver Tenants Union

Ces sentiments semblent largement partagés par les autres organisations répondantes. Presque toutes les personnes interrogées soutiennent l'investissement public dans le logement. La plupart demandent un contrôle des loyers comme mesure provisoire. Que ce soit en termes généraux ou par le biais de réponses locales ciblées, les demandes de logements sociaux et de démarchandisation sont presque universelles.

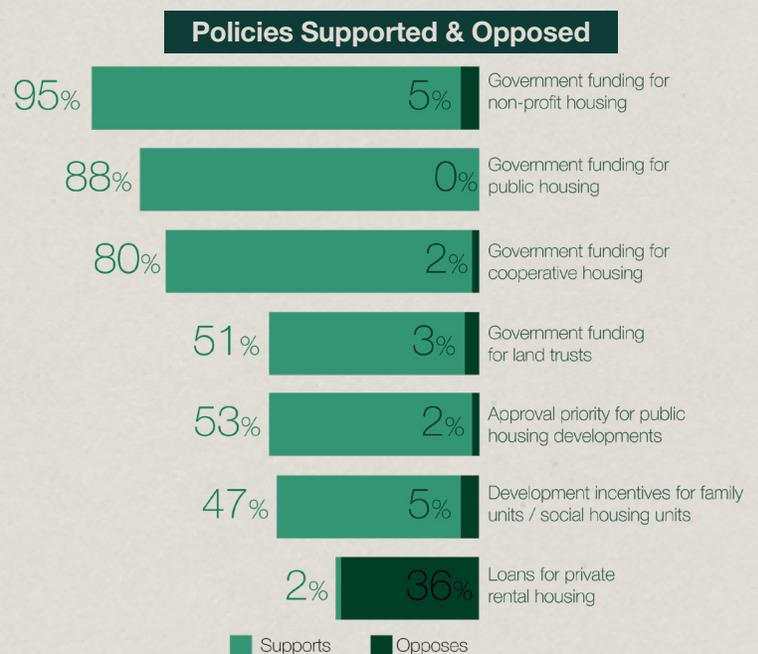
Les implications de ce quasi-consensus parmi ces organisations fortement implantés dans leur milieu sont importantes. Cependant, à de rares exceptions près, il est difficile de trouver des partenaires parmi les acteurs politiques municipaux, provinciaux et fédéraux pour investir à grande échelle dans le logement social en dehors du marché.

« Nous pensons que le logement est un droit et non un privilège. Il ne peut être traité comme une marchandise soumise aux forces du marché ».

Comité Logement Rosemont

« Le logement "abordable" est un terme qui n'a pas beaucoup de sens. Sa définition change d'une politique à l'autre et il est surtout utilisé par les spéculateurs immobiliers pour vendre leur modèle d'affaires. Le logement social (y compris le logement sans but lucratif) est le seul mode de logement véritablement abordable à long terme ».

PEI Fight for Affordable Housing



Alors que les autorités fédérales disparaissent du radar, Poilievre est prêt à prendre le pouvoir

Tragiquement, le principal bénéficiaire politique de la crise du logement a été Pierre Poilievre.

À l'instar du NPD et des libéraux, M. Poilievre ne s'est pas engagé à intervenir massivement sur le marché du logement, mais il s'est distingué en canalisant la colère générale sur un ton combatif.

Selon les dires de M. Poilievre, urbanistes et bureaucrates sont à blâmer car ils empêchent les promoteurs de fournir des logements moins chers. Comme les libéraux (et dans une certaine mesure les néo-démocrates), M. Poilievre pense que c'est en donnant du pouvoir aux promoteurs qu'ils baisseront les prix, ce qui va pourtant à l'encontre de leurs propres intérêts.

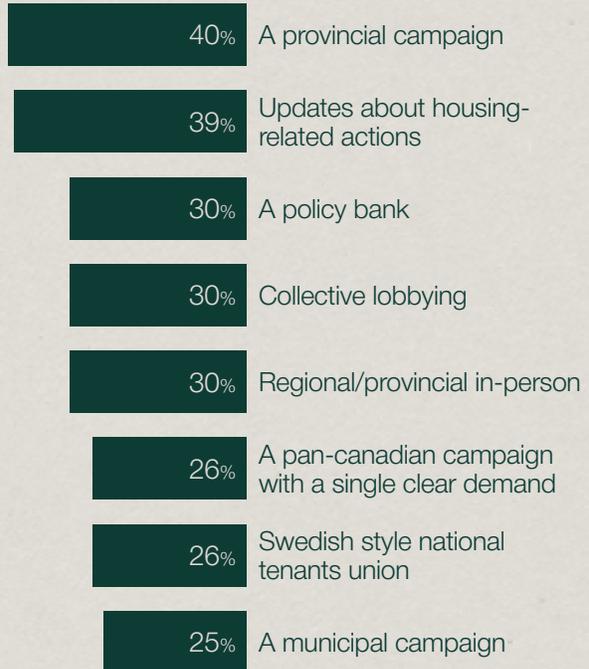
M. Poilievre a saisi l'occasion en répétant de manière convaincante la colère que de nombreuses personnes ressentent lorsque leur salaire est englouti par des loyers en constante augmentation et que les montants des paiements hypothécaires s'éloignent de plus en plus de ce qu'elles peuvent se permettre. [Un tiers](#) des milléniaux et des membres de la génération Z pensent que M. Poilievre est le chef fédéral le plus convaincant en matière de logement abordable. M. Poilievre a creusé l'écart avec ses concurrents ; le deuxième chef le plus convaincant, avec 24 %, était « aucun d'entre eux ».

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les sondages suggèrent que sa victoire est presque inévitable. Selon une projection, les conservateurs obtiendraient une super majorité de 220 sièges, les libéraux ne disposant plus que d'une soixantaine de sièges dans l'opposition.

Dans l'ensemble, les organisations interrogées se concentrent principalement sur les questions provinciales et municipales. En ce qui concerne leurs efforts actuels, elles sont beaucoup moins enclines à citer le gouvernement fédéral comme objet principal de leur mission de plaidoyer



Useful inter-housing-group collaborations



- seulement 15%, les municipalités et les provinces se partageant le reste.

Une légère tendance à s'éloigner des interventions au niveau fédéral est également observée dans les aspirations de collaboration avec d'autres organisations. « Une campagne provinciale » est le premier choix (42 %), tandis qu'une « campagne pancanadienne » arrive en sixième position (27 %).

La réussite de Poilievre à recadrer la lutte pour le logement comme une lutte contre l'intervention du gouvernement est incroyablement problématique. La victoire de ce discours pourrait se transformer en une victoire politique, entraînant un revers collectif pour les organismes de défense du logement, précisément au moment où leurs demandes sont les plus susceptibles d'être entendues.

Le gouvernement fédéral dispose de pouvoirs étendus en termes de fiscalité, de capacités à imposer des normes pancanadiennes, et d'un

rôle historique considérable dans la création de logements abordables à grande échelle. Le fait qu'il ne s'agisse pas d'une préoccupation majeure pour de nombreux organismes répondants peut être attribué, au moins en partie, à l'héritage libéral, fait de coupes dans le financement du logement, ainsi qu'à la difficulté d'imaginer un changement politique significatif à ce niveau.

Malgré sa rhétorique populiste, Poilievre est étroitement lié aux intérêts corporatifs, y compris des investisseurs immobiliers. Si Pierre Poilievre prend le pouvoir, il pourrait suivre les traces des précédents faux-populistes et s'engager dans des privatisations et des coupes budgétaires agressives.

Le message de M. Poilievre a-t-il atteint son apogée ou pourrait-il prendre encore plus

d'ampleur à l'approche des élections ? Les mobilisateurs et mobilisatrices dans le domaine du logement seront de plus en plus souvent en contact avec le modèle des conservateurs qui consiste à blâmer les bureaucrates et à pousser pour plus de privatisations.

Horizon Ottawa signale une question stratégique importante : « Comment changer le discours autour de l'argument de l'offre – les conservateurs et les néolibéraux ne cessent de répéter le même discours selon lequel il suffit de construire davantage... pour faire baisser les loyers ». « C'est à nous de mettre le doigt sur le vrai problème : la recherche du profit ».

Souhaits et besoins du mouvement

Malgré des conditions changeantes, le mouvement visant à résoudre véritablement la crise du logement est confronté à des vents contraires violents. Les sociétés d'investissement immobilier cotées (SIIC) pour ne citer qu'un exemple, pèsent de tout leur poids au point d'arrêter net des mesures politiques évidentes et minimales et d'obliger les membres du Parlement à prendre un virage à 180 degrés. Fortes de leur succès initial, les sociétés d'investissement immobilier cotées investissent aujourd'hui dans des campagnes pour accentuer la déréglementation.

Dans le même temps, 45 % des organismes sondés ont déclaré disposer d'un budget annuel de 25 000 dollars ou moins. De nombreuses organisations de mobilisation et de défense des locataires ne disposent d'aucun financement et dépendent de bénévoles et de dons. Il n'est donc pas surprenant que le financement soit arrivé en tête lorsque nous avons demandé aux organisations ce qui les aiderait le plus dans leur travail - soit plus du double de la réponse suivante.

Les fondations ne sont pas totalement absentes

de la scène. ACORN (Association of Community Organizations for Reform Now) a reçu une subvention substantielle de la Fondation McConnell peu avant la publication de ce rapport. Certaines fondations de l'Ontario ont également soutenu leur travail par le passé. Actuellement, il n'existe pas de mécanisme clair pour soutenir le travail des associations de locataires plus petites ou moins bien établies à travers le pays. Les liens avec les syndicats sont très répandus : 44 % des organismes ont déclaré effectuer ce type de collaboration.

Ailleurs dans le sondage, un tiers des organisations interrogées ont exprimé leur intérêt envers un syndicat de locataires « à la suédoise » - une institution qui négocie au nom de tous les locataires et attire un grand nombre de membres grâce à son pouvoir de négociation. Il s'agit d'un exemple clair de l'impact que peut avoir un organisme de défense des locataires disposant de ressources suffisantes, allié à un mouvement syndical fort. Bien que ce type de pouvoir de négociation unifié soit pratiquement inconnu au Canada, ses fondations sont pourtant bien présentes.

Miser sur la collaboration

Ce sondage indique qu'un ensemble pourtant très diversifié d'organisations s'aligne remarquablement bien en termes de positions politiques, de tactiques et de visions. Toutefois, la perspective de ces mêmes organisations diverge fortement de celle d'autres acteurs qui cherchent à influencer la politique du logement. Il est peu probable que les panels, les chroniques d'opinion et les politicien·nes se recourent avec ce que la plupart des organismes considèrent comme évident.

Malgré le désir évident d'obtenir davantage de fonds et de ressources, les associations de logement et les syndicats de locataires tirent leur pouvoir de l'engagement de la base auprès de leurs électeurs. Pour tirer parti de ce pouvoir et le multiplier, la collaboration est essentielle. Le mouvement du logement et ses groupes constitutifs ont la possibilité de collaborer et de renforcer leur pouvoir collectivement par le biais de campagnes. Notamment, les groupes de logement qui travaillent au niveau fédéral ont indiqué que le soutien aux campagnes municipales (86 %) et provinciales (100 %) serait une collaboration utile. Par ailleurs, les groupes qui travaillent au niveau provincial sont intéressés à collaborer à une campagne provinciale (87 %), mais sont moins intéressés par des collaborations municipales (47 %). Inversement, les groupes travaillant au niveau municipal sont très intéressés par une collaboration à une campagne provinciale (88%). Cela indique que les groupes de logement interrogés sont très favorables à la collaboration à des campagnes comportant des demandes claires et directes afin d'obtenir des gains matériels dans la lutte contre la crise du logement.

Face à l'aggravation de la crise du logement, les groupes interrogés se sont montrés très favorables à l'intervention des médias (85 %), à l'éducation (76 %), à l'action directe (65 %) et à la création d'une capacité collective (64 %). En outre, les groupes ont montré un soutien quasi unanime aux politiques de contrôle des loyers et un consensus clair sur le financement par le gouvernement d'une certaine forme de logement à but non lucratif, coopératif ou public. Cette approche vise à soustraire le plus possible le logement au marché immobilier spéculatif. Il est important de noter qu'à court terme, ces groupes ont largement

exprimé leur intérêt à collaborer et à se connecter avec d'autres groupes de logement par le biais de campagnes, de matériel éducatif commun ou de convergences nationales/provinciales.

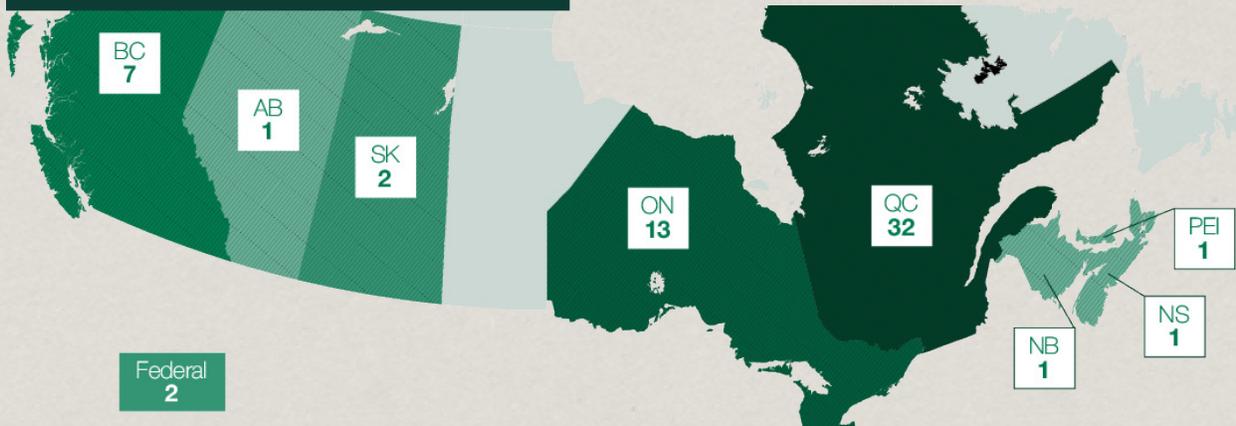
Le logement est une composante essentielle de notre tissu social et de notre qualité de vie, mais un logement stable et bon marché alimente également notre capacité à participer à des structures économiques démocratiques et à des mouvements sociaux. Comme les contradictions qui alimentent la crise du logement ne montrent aucun signe de disparition, les enjeux de la collaboration et de la coordination entre les groupes de logement augmentent de jour en jour.

Ce sondage indique qu'un ensemble pourtant très diversifié d'organisations s'aligne remarquablement bien en termes de positions politiques, de tactiques et de visions. Toutefois, la perspective de ces mêmes organisations diverge fortement de celle d'autres acteurs qui cherchent à influencer la politique du logement. Il est peu probable que les panels, les chroniques d'opinion et les politicien·nes se recourent avec ce que la plupart des organismes considèrent comme évident.

Alors que la crise du logement s'aggrave, les organisations interrogées ont affiché un soutien quasi unanime aux manifestations de masse, à l'augmentation du financement des associations de locataires et au retrait des logements du marché dans la plus large mesure possible. Plus important à court terme, les répondant·es ont largement exprimé l'envie de collaborer et de rentrer en contact avec d'autres organismes de défense du logement, que ce soit par le biais de campagnes, de matériel commun ou de convergences.

Le logement est une composante essentielle de notre tissu social et de notre qualité de vie, mais un logement stable et bon marché alimente également notre capacité à participer à des structures économiques démocratiques et à des mouvements sociaux. Alors que les contradictions alimentant la crise du logement ne montrent aucun signe d'affaiblissement, miser sur la collaboration et la coordination entre les organisations défendant le droit au logement est une nécessité qui se renforce jour après jour.

Groups Surveyed



Alberta

Alberta ACORN

British Columbia

BC ACORN
 Nelson Tenants Union
 New Westminster Tenants Union
 Together Against Poverty Society
 Vancouver Tenants Union
 Victoria Tenants Union
 West Broadway Tenants Committee

Alberta

Alberta ACORN

New Brunswick

NB ACORN

Nova Scotia

NS ACORN

Ontario

230 Fightback
 FMTA
 Horizon Ottawa
 Katarokwi Union of Tenants
 London ACORN
 No Demovictions
 Ottawa ACORN
 Peel ACORN
 Shelter Housing Justice Network
 Southwestern Ontario ACORN (London + Waterloo Region)
 Stepping Stone

Prince Edward Island

PEI Fight For Affordable Housing

Quebec

ACHAT
 Action location Drummond
 Action-Logement de l'Est
 Association des locataires de Sherbrooke
 Association des Locataires du Centre du Québec
 Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
 brique par brique
 Bureau d'animation et information logement
 cmetis
 Comité autonome accessibilité logement - Côte de Gaspé
 Comité logement d'aide de Québec ouest
 Comité logement de la Petite Patrie
 Comité Logement Montréal-Nord
 Comité logement Rosemont
 Comité logement Ville-Marie
 Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
 Confédération québécoise des coopératives d'habitation
 Ex aequo
 Fédération des locataires d'HLM
 FHCQ-Fédération de l'habitation coopérative du Québec
 Front d'action populaire en réaménagement urbain
 Infologis Mauricie

L'UTILE

LOGE M'ENTRAIDE
 Organisation d'Education et d'Information Logement de Côte des Neiges
 POPIR-Comité logement
 Prenons la ville
 Radical Resthomes
 Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)
 Réverbérations d'une crise
 Solidarité logement Rivière-du-Loup
 The Montreal Autonomous Tenants' Union
 Waterloo Region ACORN

Saskatchewan

Rally Around Homelessness
 Renters of Saskatoon and Area - ROSA

National

ACORN Canada
 Canadian Network of Community Land Trusts

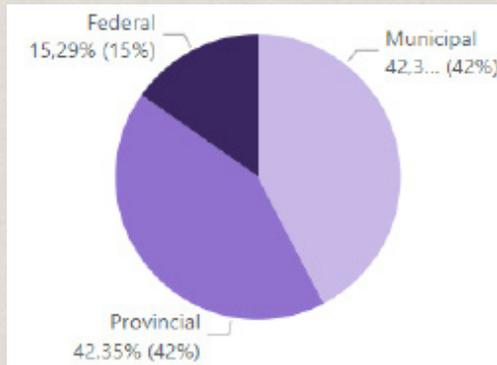
Don't see your group?

Participate in the survey

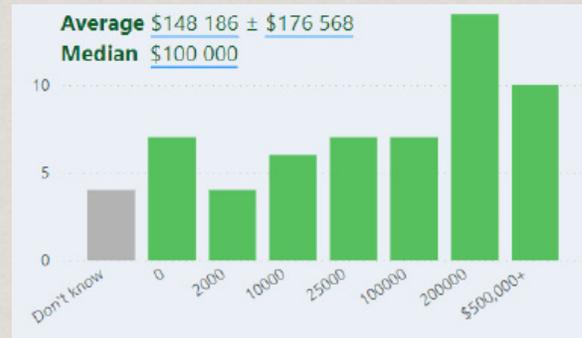


solidarityeconomy.ca/housing-2024-survey

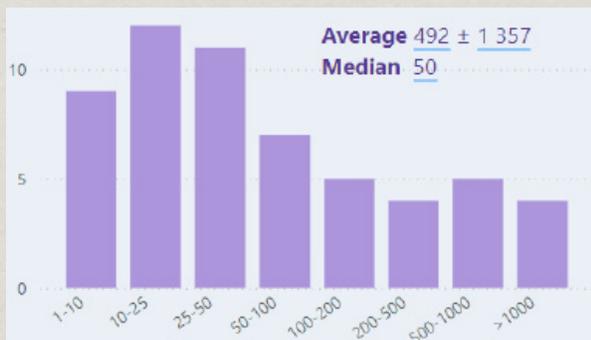
When you engage in advocacy/policy demands, what level of government is the main target?



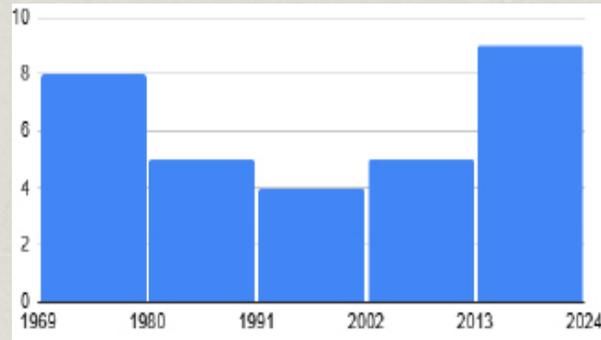
What is the group's annual budget?



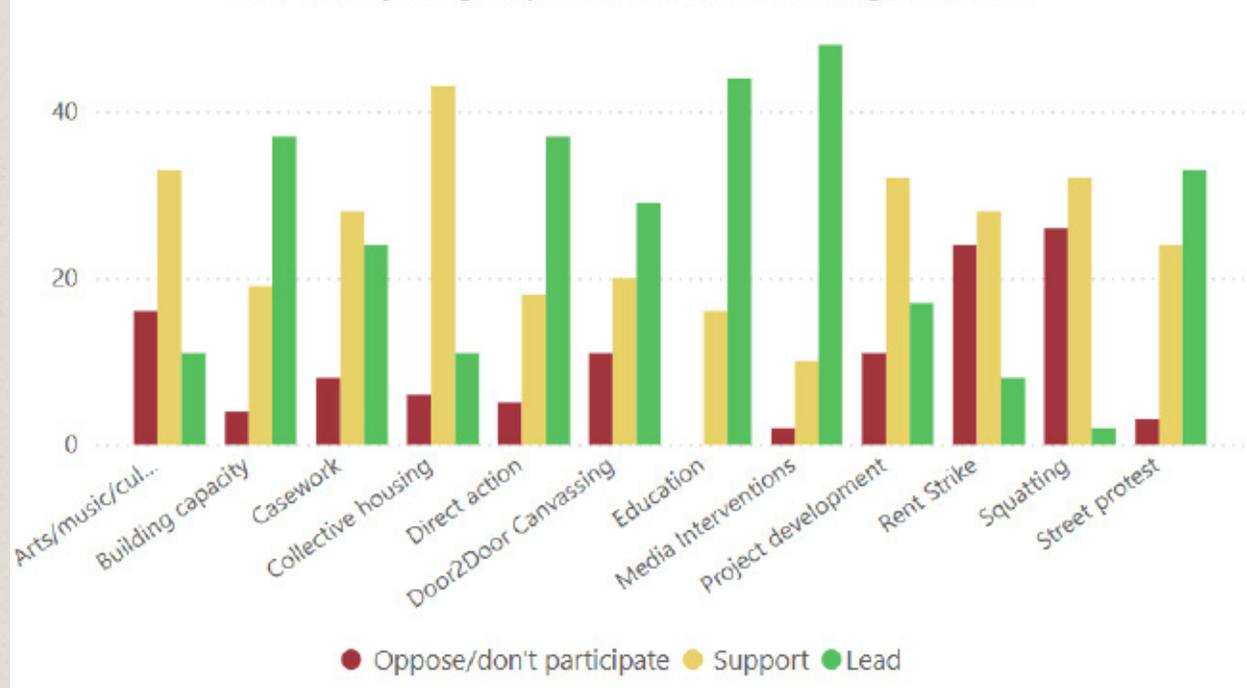
How many members are in the group?



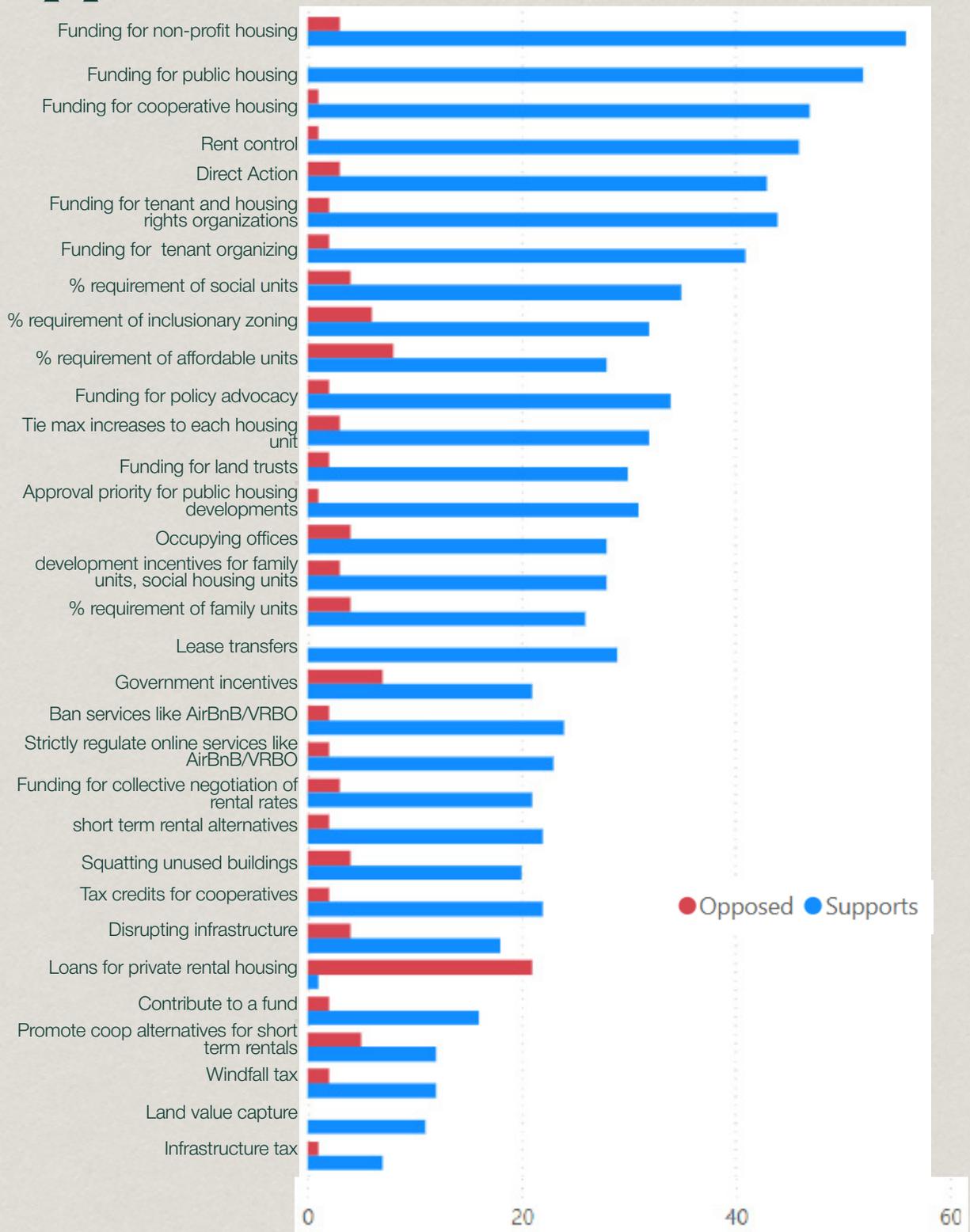
What year was the group founded?



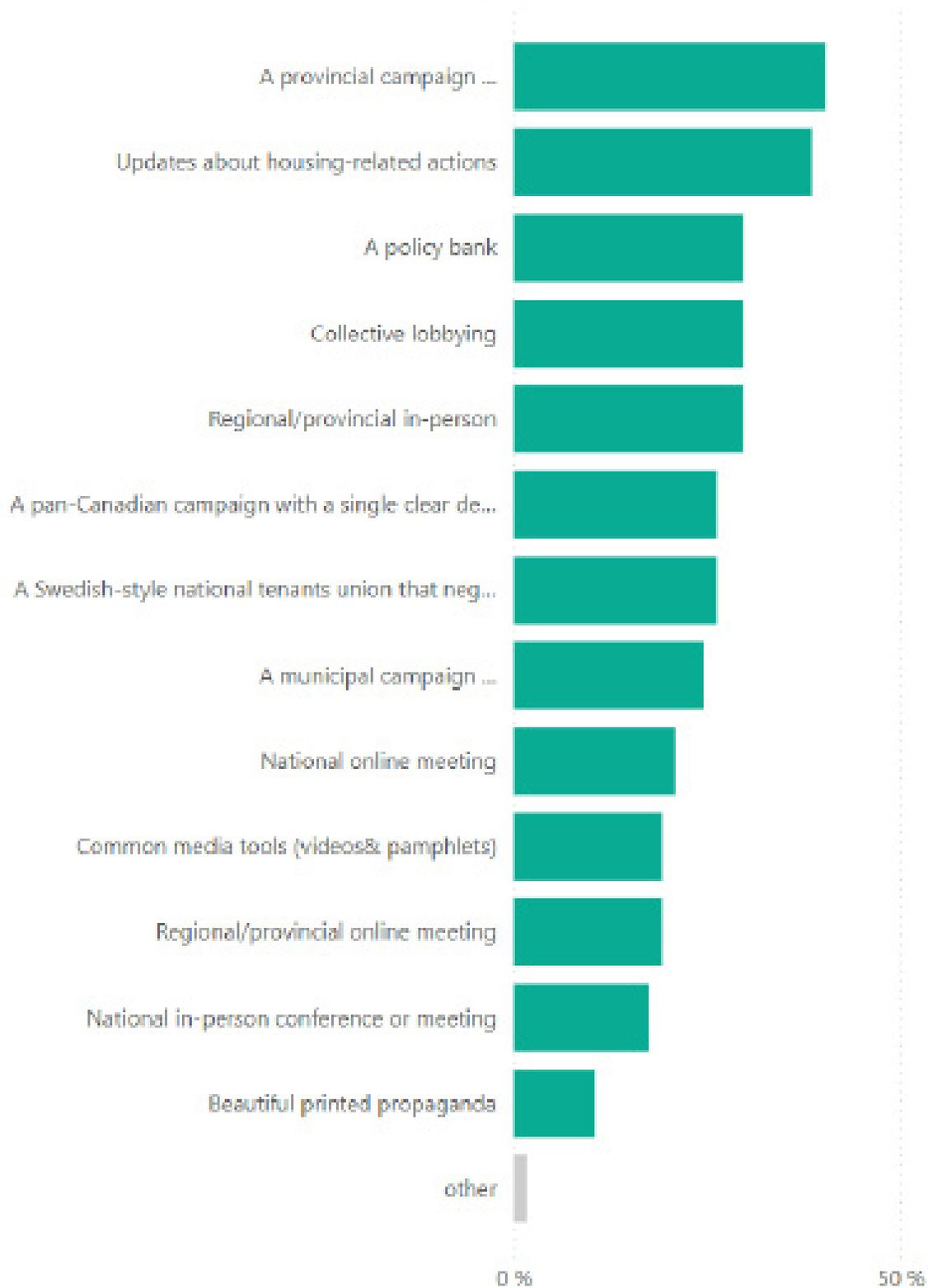
How does your group relate to the following activities

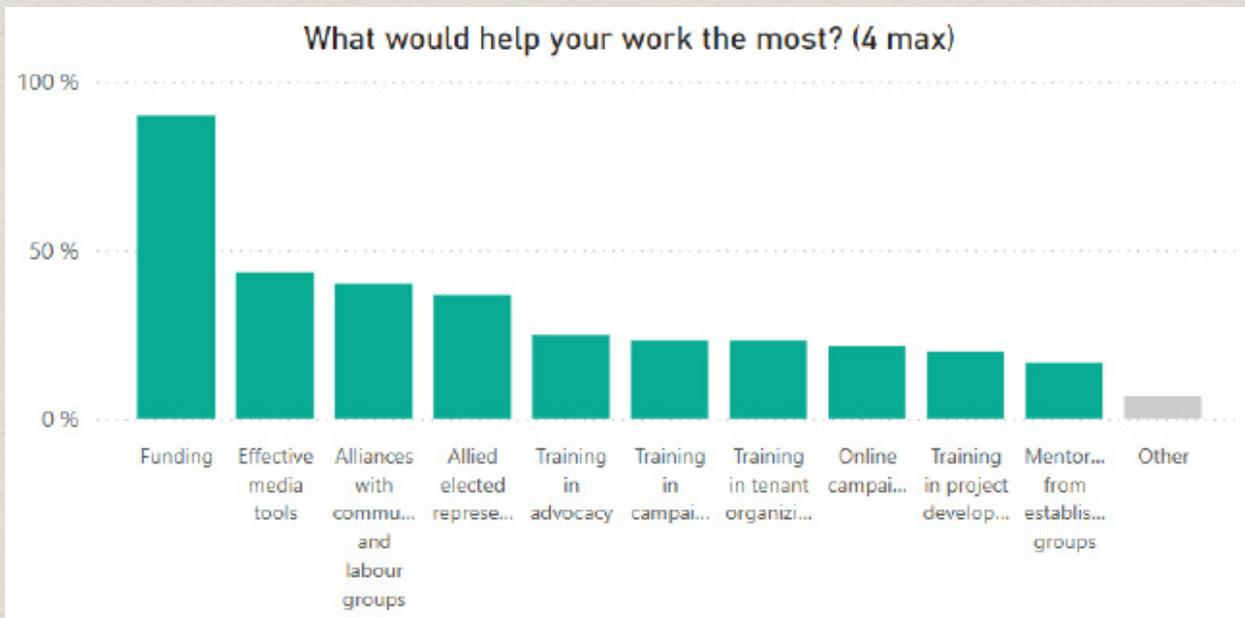
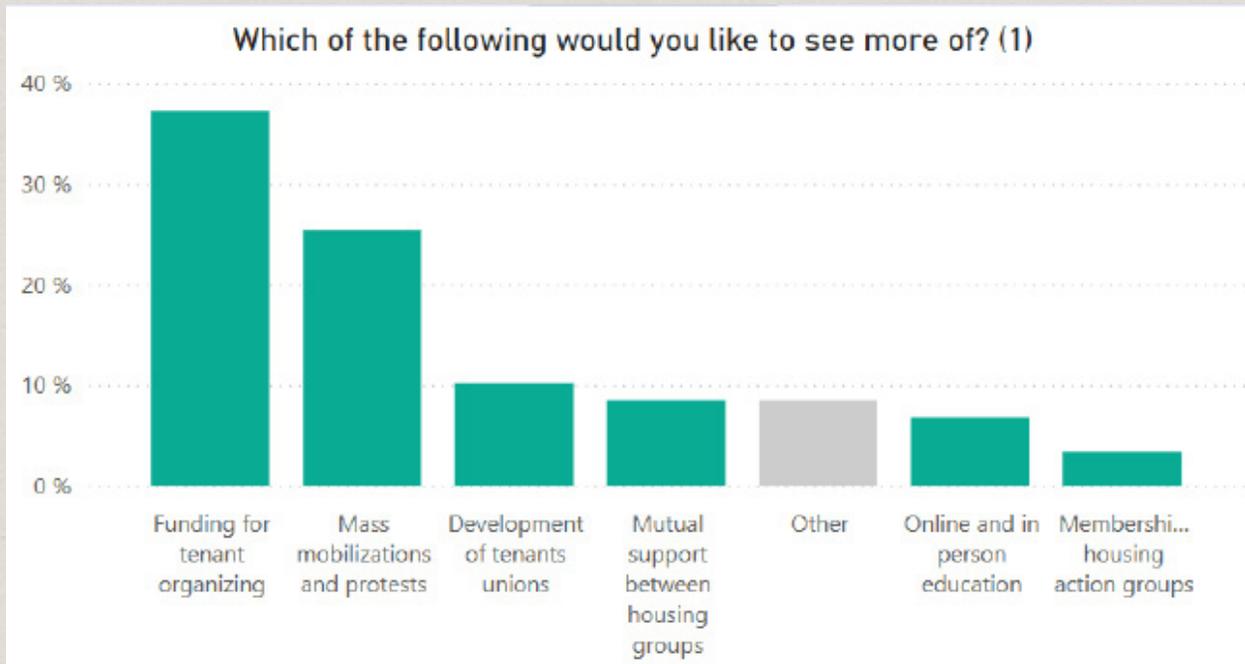


Policies Supported / Opposed to

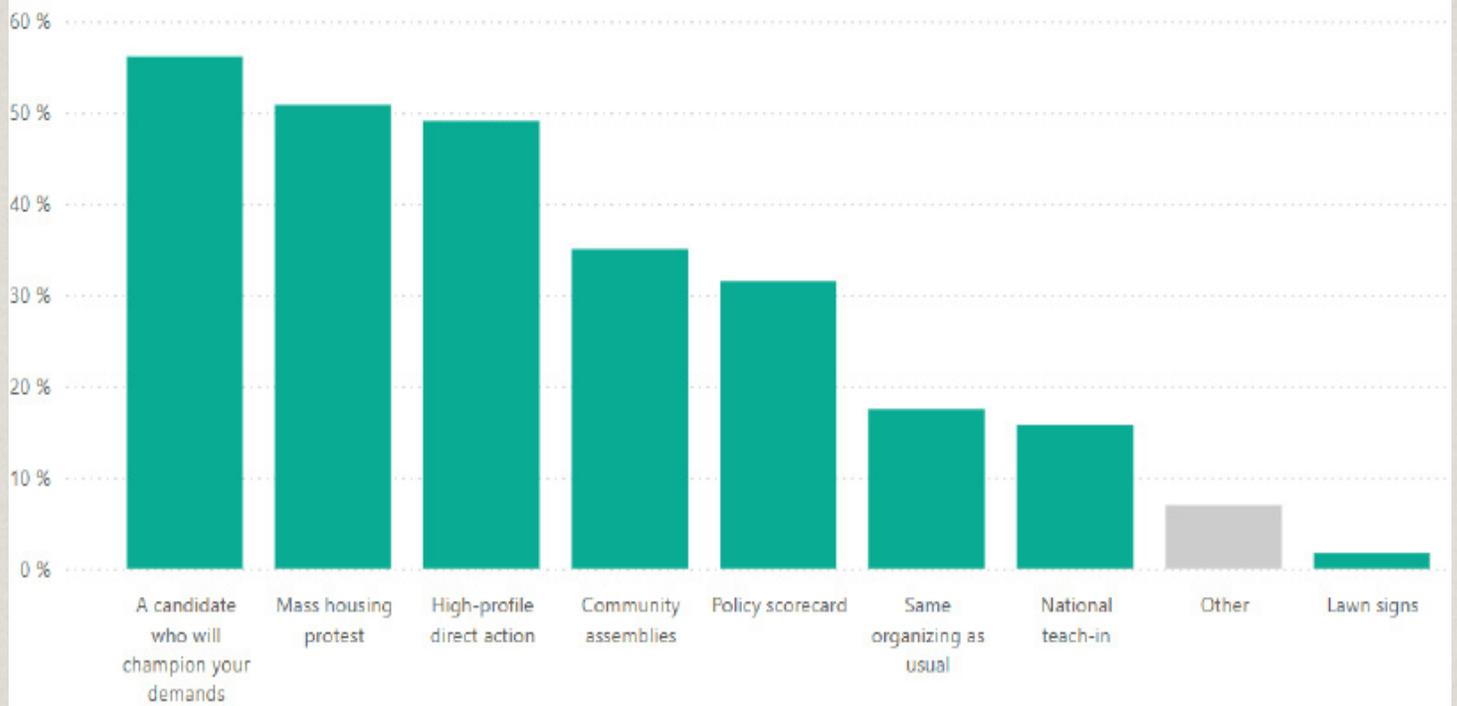


What kinds of collaboration with other housing groups would be most useful to you? (3 max)

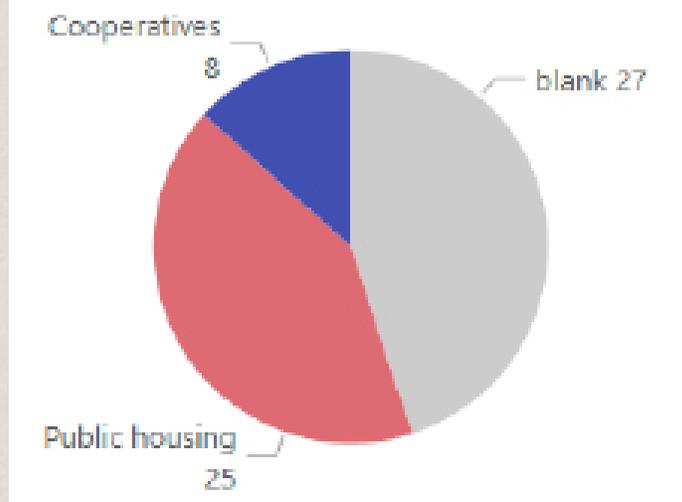




An election is coming up. What is most useful for you? (3 max)



Do you have a preference between cooperatives and public housing?





Solidarity Economy Incubation
for Zero Emissions